HAL open science

Conclusion

Nicolas Puig, Céline Barré

To cite this version:

Nicolas Puig, Céline Barré. Conclusion. Exils syriens Parcours et ancrages (Liban, Turquie, Europe), pp.107-127, 2018, 978-2-36935-211-2. hal-03708267

HAL Id: hal-03708267

https://hal.science/hal-03708267

Submitted on 29 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Conclusion

Cet ouvrage avait pour objet de mettre l'accent sur les parcours d'exil des Syriens, dont le pays est déchiré depuis à présent sept années par une guerre d'une rare violence, et sur la diversité des situations, des expériences et des conditions de vie des réfugiés au Liban et en Turquie. Les parcours de Syriens en exil se déploient aux échelles régionales, internationales et intra-urbaines, dans les territoires mêmes des villes refuges aux hospitalités hésitantes et inégalement distribuées. La lecture des chapitres et encadrés qui composent cet ouvrage permet en outre de faire connaissance avec des personnes – femmes, hommes et enfants – saisies dans leurs activités quotidiennes : tentatives d'obtenir une aide, sociabilités de camps, vente à la sauvette, etc.

Ces parcours mettent en lumière trois dynamiques qui, parmi d'autres, configurent les exils dans les pays voisins (Liban, Turquie) : l'historicité et les temporalités des migrations à l'échelle régionale, l'importance des réseaux, la reconfiguration d'acteurs et de la connaissance des territoires, et enfin la force des hiérarchisations et la diversité des statuts et des droits.

En premier lieu, comme cela a été noté de façon récurrente, la présence des Syriens au Liban n'est pas nouvelle. Oum Samer, rencontrée dans les pages précédentes, est syrienne et réside à Chatila depuis son mariage, en 1994, avec un Palestinien du Liban, boucher au marché de Sabra voisin du camp. Elle raconte avoir connu un certain ostracisme, confinant au racisme parfois, de la part de sa belle-famille et des habitants du camp,

du fait de sa nationalité. Elle a dû également faire face aux accusations visant le régime syrien qu'elle incarnait aux yeux de nombreux Palestiniens du camp. Son mari est originaire du quartier de Sabra. Il s'est réfugié en Syrie avec sa famille durant les années 1980, fuyant l'invasion israélienne et les violences qui l'ont accompagnée. Lui et sa famille sont rentrés au Liban au début des années 1990 et se sont installés à Chatila.

Oum Samer comprend la situation de ses compatriotes, présents de longue date ou nouveaux arrivants, qui fuient leur pays et investissent en masse le camp de Chatila et le quartier de Sabra. Déjà, lors de son arrivée dans le camp, elle avait constaté l'existence d'un ressentiment envers ces derniers : « Quand je suis arrivée au début, j'entendais beaucoup de choses comme "les Syriens sont venus travailler et prendre notre pain", des choses comme ça ».

La connaissance que Oum Samer a acquis de ses lieux de vie est précieuse car elle permet de souligner à quel point les exils syriens contemporains sont tributaires de migrations et de circulations qui leur sont largement préexistantes. Ainsi, les modalités de l'accueil des voisins syriens au Liban sont reliées à l'histoire commune des deux pays, comme à l'expérience spécifique des exodes passées de ce pays : le précédant palestinien a donné lieu à l'édification de camps à la fin des années 1940 qui continuent d'abriter une importante population palestinienne considérée comme « étrangère » jusqu'à ce jour par la loi libanaise. Cette expérience, l'État libanais ne souhaite pas la reconduire, et n'a donc pas autorisé la création de camps pour les Syriens, contrairement aux autres pays du Proche-Orient (Irak, Jordanie, Turquie). Cela a déterminé la forme des insertions des Syriens au Liban, la plupart du temps en contexte urbain : en centre ville pour les plus fortunés, dans les marges pour la majorité pauvre, bénéficiaire des aides

internationales dispensées par les organisations internationales et les institutions des Nations unies telles que l'Unrwa et le HCR, familièrement désignés par le substantif « *al-Umam* », « les Nations ».

Sur le marché de Sabra, Oum Samer distingue les « Arabes » – Syriens, Irakiens, Libanais, Palestiniens – et les migrants asiatiques – Philippins et Sri-lankais, et surtout Bangladais, les plus présents. Elle repère les langues, mais également les différents accents régionaux (Deraa, Alep, Latakieh, etc.) des Syriens présents qui vendent fruits et légumes. Cette véritable Babel horizontale est le lieu du côtoiement des étrangers et des établis, où s'éprouvent et s'étalonnent, dans l'agitation du commerce et les tensions autour des places et emplacements, l'étrangeté et ses métriques de la différenciation et du rapprochement[1].

Car les Syriens nouveaux arrivants sont ainsi venus rejoindre les cohortes de travailleuses migrantes originaires d'Asie et d'Afrique (les femmes représentent plus de 80 % de la population migrante venue au Liban avec un contrat de travail et un parrain libanais, un *kafîl*) dans les « espaces écarts » de la ville, tandis qu'une partie d'entre eux s'insèrent dans les « lieux intervalles ». Les espaces écarts regroupent des ensembles d'habitation aux marges de la ville[2]. Les lieux intervalles font coupures dans la continuité urbaine de la ville la plus légitime, ce sont des interstices occupés de façon précaire par les plus démunis des Syriens à Beyrouth et Istanbul : logements disséminés, emplacements entre deux habitations, coins de

1. Abdellatif Chaouite avance que « la position de l'étranger relèverait […] d'une *métrique étrange*, ou d'une optique spécieuse qui rapprocherait ou éloignerait l'étranger suivant l'éthique qui cadre la relation avec lui ». Abdellatif Chaouite, « L'étranger, une figure mouvante », *Écarts d'identité*, n° 81, *Figures et lieux de l'étranger*, juin 1997, p. 2-3.
2. Voir Nicolas Puig et Kamel Doraï, *L'urbanité des marges…*, *op. cit.*

rue aménagés pour de longues stations diurnes et nocturnes, immeubles en construction squattés par les ouvriers syriens parfois rejoints par leur famille.

Les perceptions réciproques entre Libanais et Syriens sont déterminées par cette histoire commune dont les narrations diffèrent et dont certains épisodes récents continuent d'alimenter des mémoires contrastés : occupation syrienne du Liban (1976-2005), guerre civile libanaise et rôle du régime syrien et de ses factions libanaises (1975-1990) et, à présent, guerre en Syrie et présence de protagonistes libanais. Cette histoire commune complique les insertions sociales et urbaines ; elle dessine les contours d'une étrangeté entre proches, prenant appui sur une altérité nationale, économique, sociale et/ou culturelle.

La concurrence victimaire entre Libanais et Palestiniens, entre Palestiniens du Liban et Palestiniens de Syrie à Chatila et dans la banlieue sud de Beyrouth, le meilleur accueil fait aux Irakiens par rapport aux Syriens dans une petite ville libanaise, la menace politique pesant sur les opposants au régime à Beyrouth, toutes ces ambivalences accroissent les incertitudes dans l'exil.

Au Liban, comme dans les villes des pays limitrophes, des Syriens ne pouvant ni rentrer chez eux ni se rendre en Europe tentent de se maintenir et de construire un avenir dans le provisoire ; à Beyrouth comme à Istanbul, on s'insère dans la précarité et les durées incertaines, et on demeure, faute de mieux, « pour l'instant ».

Le deuxième point à souligner est l'importance dans l'exil de reconfigurations d'acteurs, l'appui sur les réseaux existants ou constitués *ad hoc* et la connaissance des territoires. Les Syriens ne sont pas sans ressources pour s'orienter dans les différents labyrinthes de l'exil. Au Liban, ils peuvent compter sur des fréquentations et une connaissance des lieux que certains

d'entre eux ont pu acquérir à la faveur de circulations passées. À Beyrouth, à Zgharta et ailleurs au Liban, ces acteurs peuvent s'appuyer sur leur expérience pour faciliter leur insertion et celle de leurs proches, que ce soit pour trouver un logement, un emploi, ou pour se voir offrir des perspectives commerciales comme dans le cas des vendeurs de rue. Les réseaux sociaux sont largement investis comme espace de ressource davantage encore que comme lieu de communication. Les conseils, les informations circulent ainsi et jouent un rôle non négligeable, par exemple pour s'orienter dans les circuits segmentés et complexes de l'aide institutionnelle.

Des fondations et des ONG arabes et syriennes supportent les élites sociales et culturelles syriennes à Beyrouth, et encouragent la création artistique et littéraire, même si la capitale libanaise n'est plus l'unique lieu de centralité culturelle syrienne en exil. Ces initiatives, combinées à l'occupation par des Syriens de niches artistique, intellectuelle et journalistique, favorisent la constitution d'un tissu culturel en exil, même s'il demeure fragile et mouvant.

Les dispersions intervenues dans la guerre et lors des déplacements, qui projettent les membres d'une même famille dans plusieurs pays différents parfois, obligent, de même, à des ajustements d'acteurs qui refondent la manière de faire famille dans l'exil. Dans ces adaptations, la place et le rôle des femmes sont souvent réévalués, comme le montre l'exemple de Gaziantep. Quand la famille fait défaut du fait de sa dispersion, des réseaux locaux de solidarité, structurés autour de l'activisme politique ou des appartenances locales dans la Syrie d'avant-guerre, prennent le relais des soutiens familiaux.

Enfin, la troisième dynamique est celle des statuts et de la variété des positions et des hiérarchisations. Ainsi, la « portée babélienne » de Sabra ne doit pas faire oublier les difficultés

des exilés syriens à prendre pied et à s'insérer au Liban – dans le bourg de Zgharta comme à Beyrouth, à Chatila, ou dans les quartiers sud, à Hamra ou Dawra. C'est une autre figure qu'il faut alors mobiliser, celle du labyrinthe.

Revenant sur la relation par le sociologue juif autrichien, Alfred Schütz, de son exil étatsunien en 1939, Michel Agier insiste sur « l'expérience des ajustements, interprétations et apprentissages que vit partout l'étranger ». La situation d'exil s'apparente alors à « un labyrinthe dans lequel il a perdu tout sens de l'orientation »[1].

Les Syriens s'inscrivent désormais durablement dans les espaces libanais et proche-orientaux, ils tentent de s'orienter, à Zgharta, à Beyrouth, dans les rues des quartiers centraux, les ruelles du camp de Chatila et cherchent à se repérer dans les circuits de l'aide. Ils forment des regroupements plus ou moins importants qui dessinent dans cette région comme dans les pays européens septentrionaux (l'Allemagne en premier lieu, et la Scandinavie) les contours incertains de petites sociétés syriennes en exil, labiles et précaires. La diversité de ces mondes syriens de l'exil, celle des parcours et trajectoires des individus qui les forment, doit être soulignée : les Syriens exilés reflètent la diversité sociale, culturelle, économique d'un État qui comptait, avant les départs et les déplacements massifs, plus de 20 millions d'habitants. À cette diversité correspond l'intensité des hiérarchisations et les droits afférents dont rend parfaitement compte la position d'un riche père de famille aleppin progressivement transformé en réfugié au fil de son parcours européen, et celle de ce lettré francophone syrien, habitué des voyages universitaires en France, contraint à une

1. Michel Agier, *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2013, p. 100.

périlleuse traversée avec l'un de ses enfants, faute d'un visa délivré par les autorités françaises.

De Lesbos à Munich. Itinéraires de réfugiés syriens et irakiens

Nous sommes en septembre 2015, au lendemain de la mort du petit Aylan, du « *Welcome refugee* » d'Angela Merkel, mais aussi de la fermeture progressive des frontières des pays d'Europe de l'Est.
L'objectif de ce parcours était de faire un documentaire sur la traversée, sur le passage des frontières. Mais au fil de la traversée, il nous a été de plus en plus difficile de filmer. Les individus avec qui nous étions ont accepté d'être filmés à Lesbos, mais furent par la suite de plus en plus réticents au fur et à mesure de la remontée et de la répression subie.
Cette longue route, qui a duré trois semaines et menait, dans l'imaginaire collectif, au pays refuge, est bordée de frontières fermées, de murs barbelés. Il faut marcher, s'hydrater, trouver où poser la tente, mais surtout ne pas s'arrêter. Notre parcours a commencé en Grèce, sur l'île de Lesbos.
Lesbos est l'une des îles les plus proches de la Turquie. À cette période, en septembre 2015, le camp de Moria n'existait pas en tant que *hotspot* (centre identification et de tri). Seule une partie du camp était ouverte en tant que zone de détention. Différents campements se sont formés, insalubres et éloignés de la ville principale de Mytilène. Les réfugiés arrivaient sur les plages du nord puis se dirigeaient directement vers Mytilène afin d'obtenir un billet de ferry. Ils devaient s'enregistrer auprès des autorités grecques, qui leur accordaient un laissez-passer d'une durée maximum de quelques jours pour traverser la Grèce puis rejoindre la frontière avec la Macédoine.
À Lesbos, nous avons rencontré un père et son fils. Le père était professeur de français à Alep et avait fait ses études à Nanterre.

Auparavant, il revenait régulièrement en France car il était impliqué dans différents programmes de recherche. Suite au conflit syrien, sa dernière demande de visa lui a été refusée et il a dû choisir l'un de ces trois enfants, car la traversée aurait été trop difficile avec tous, pour quitter Alep et parcourir l'Europe jusqu'en Suède, afin de procéder à la réunification familiale. Bien que parlant français, il ne souhaitait en aucun cas retourner dans un pays qui l'avait contraint à traverser, avec son fils, la Méditerranée en bateau pneumatique. Nous avons aussi rencontré une riche famille d'Alep qui, à Lesbos, logeait à l'hôtel, dînait dans des restaurants, allait à la plage. Le père de famille observait comme de l'extérieur ceux qu'il appelait, lui aussi, les « migrants » et qui dormaient au port. Il ne voulait surtout que sa famille soit assimilée à ce groupe. Deux boxeurs irakiens faisaient aussi parti du groupe.

Lorsque nous avons fait la connaissance des différentes personnes avec lesquelles nous allions prendre la route, je me suis présentée comme une « militante associative à Calais », depuis deux ans dans les « jungles ». Il me semblait nécessaire de justifier ma présence avec eux par mon expérience dans les camps, tout en les avertissant des conditions de vie des migrants en Europe, des violences d'un parcours que je ne connaissais pourtant pas. Cette approche était alors en réel décalage avec la manière dont eux m'abordaient. Leur curiosité portait sur le niveau d'étude, sur la situation familiale, sur les goûts musicaux, sur les modes de vie, etc.

Mes propos de mise en garde étaient aussi contradictoires avec les vidéos montrant des réfugiés accueillis sous les applaudissements dans des gares en Allemagne. Ici, on avait en tête l'accueil empressé qui était réservé aux migrants en Allemagne.

En quelques jours, et au vu des arrivées de plus en plus importantes d'embarcations en provenance de la Turquie, les taxis et les hôtels ne furent plus autorisés à transporter ou à accueillir des personnes sans document d'enregistrement. Celles-ci étaient redirigées vers le port, transformé en zone d'attente composé de tentes, de bâches et d'un seul point d'eau, et sécurisé par la police grecque.

Nous avons rapidement quitté Lesbos par le ferry, la joie collective en sortant du port de Mytilène laissant la place à une tension à l'arrivée au port du Pyrée, à Athènes. Où aller ? Dans quelle direction ? Car la tendance en Europe s'était inversée : Le « *Welcome refugee* » de Merkel avait été remplacé par la rumeur de la fermeture des frontières, notamment celle entre la Serbie et la Hongrie.

Il fallait donc se presser, trouver les moyens de transport les plus rapides, même si le coût en était plus élevé. De « documentaristes », nous sommes peu à peu devenus des « Européens », chargés d'aider à trouver les points de passage, à négocier les tarifs et à accélérer le pas. Il devint alors de plus en plus difficile pour nous de sortir la caméra. Là où nous souhaitions être témoins, nous nous sommes retrouvés acteurs d'un parcours dont nous ne savions ni les risques ni le chemin.

Des rapports sociaux mais aussi des rapports de pouvoir se sont formés au fur et à mesure de la remontée vers l'Allemagne. Rapport de pouvoir entre « eux » et « nous », entre les différentes nationalités, entre ceux qui ont des *smartphones* et peuvent donc se connecter pour accéder à l'information, et ceux qui n'en ont pas, entre les anglophones et les non-anglophones.

Néanmoins, lors de la traversée des différents pays, le groupe est resté soudé par une perception commune des risques encourus, notamment les risques sanitaires et de sécurité.

Les exilés sont assignés à un couloir migratoire ; en dehors de celui-ci, les risques d'arrestation sont réels. Au sein du groupe, surgissent différentes problématiques liées à l'accès à l'eau, aux supermarchés, etc. Comment rester autonome ? Dans ce couloir, un corridor humanitaire s'est créé, les associations locales et internationales acheminant de l'aide, distribuant des repas, des tentes et des kits de survie. L'autonomie des individus disparaît face à cette aide humanitaire qui se met en place dans la seule zone où la présence éphémère des exilés est tolérée.

Arrivée à Idoméni, frontière entre la Grèce et la Macédoine, le groupe composé de différentes nationalités se divise, les Syriens étant prioritaires, tandis que les Irakiens et les Afghans doivent attendre plus longtemps le passage de la frontière, ce qui engendre des disputes au sein du groupe entre ceux qui pourront passer et ceux qui devront attendre. Chacun met en avant les bonnes raisons qu'il a eu de quitter son pays : « Nous aussi nous avons notre guerre » ; « Nous sommes aussi des réfugiés politiques ». À cette frontière, il n'y a plus de cause collective mais bien une hiérarchie entre nationalités distinguant « bonnes » et « mauvaises » victimes de guerre.

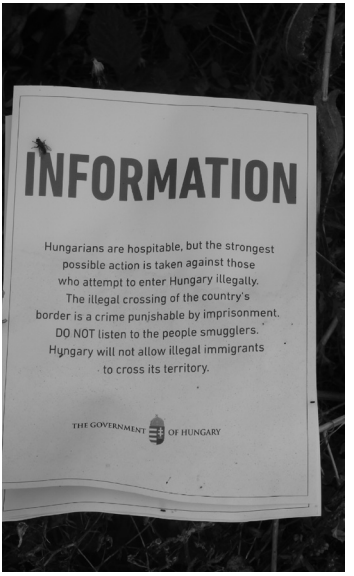
Quant à nous, nous avons dû faire un choix : rester avec une partie du groupe bloquée à la frontière ou continuer avec ceux qui étaient autorisés à la franchir. Ce choix a été totalement arbitraire et difficile à justifier : nous avons décidé de continuer. Nous n'avons cependant pas été autorisés à franchir la frontière non officielle, aménagée spécialement pour le passage des migrants, avec le groupe et avons été redirigés vers un poste douanier situé à 2 kilomètres.

À la frontière macédonienne, le groupe s'est recomposé. Une partie des personnes a été redirigée vers un camp aux abords de la frontière, où elles ont été enregistrées et ont reçu un laissez-passer pour traverser la Macédoine en quelques jours et se rendre en Serbie.

À Belgrade, la rumeur de fermeture de la frontière entre la Serbie et la Hongrie se confirme : elle sera fermée d'ici quelques heures et notre dernière chance est de la rejoindre en taxi. Il nous en coûtera 30 euros pour une heure de trajet alors que le même chauffeur exige 300 euros d'une des familles syriennes.

Nous arrivons à Horgos, ville frontière avec la Hongrie, où, en quelques heures, des centaines de personnes se retrouvent bloquées au milieu d'un champ. Un mur barbelé sépare les deux pays avec, du coté serbe, quelques policiers municipaux et du coté hongrois,

la police anti-émeute, un char à eau et un hélicoptère. Des tracts sont diffusés par avion dans les champs serbes[1].



Des tentatives de passage ont lieu au niveau des artères latérales à la frontière. Nous longeons le mur de barbelés mais la présence intimidante des véhicules de police nous oblige à repartir vers le champ. Peu d'associations sont présentes à cet instant ; les médias commencent seulement à arriver. Le lendemain, plusieurs milliers de personnes sont bloquées. Un seul point d'eau, quelques tentes et quelques distributions de pain lors desquelles plusieurs émeutes ont lieu. Le père de famille avec lequel nous voyageons depuis Lesbos, riche commerçant d'Alep, nous demande de ne plus filmer quand il rejoint la file de distribution de pain. Puis la tension monte. Des slogans fusent : « Let us go ! », « We want to go to Germany ! ». Les enfants sont devant le mur barbelé, avec des cartons sur lesquels on peut lire : « Open, Please ». Première sommation en hongrois, puis deuxième sommation et la police charge ; canon à eau et gaz lacrymogène. Les enfants en sont les premières victimes. La foule réplique en jetant des pierres et des bouts de bois.

1. Voir la photographie, ou l'on peut lire : « Les Hongrois sont hospitaliers mais les mesures les plus énergiques seront prises contre ceux qui tentent d'entrer illégalement en Hongrie. Le franchissement illégal de la frontière du pays est un crime punissable d'emprisonnement. N'écoutez pas les passeurs. La Hongrie ne permettra pas aux immigrants illégaux de traverser son territoire ».

L'émeute dure plusieurs heures. Les enfants sont gazés et n'ont pas de vêtements de rechange, les tentes ne sont plus habitables et on manque d'eau et de nourriture. Certaines familles pensent à faire demi-tour, à passer par la Croatie. On nous consulte, attend nos indications. Nous ne savons rien.

Après quelques heures, la police hongroise recule, semblant laisser le passage. La clôture s'ouvre. Des applaudissements, des remerciements sont adressés aux Hongrois. Mais après quelques centaines de mètres parcourus, la police charge à nouveau les exilés, opérant cette fois sur son propre territoire. La clôture se referme et la police matraque et gaze à tout-va, provoquant un mouvement de panique. Les exilés tentent de franchir la frontière du côté serbe mais plusieurs dizaines de personnes sont arrêtées du côté hongrois. Des familles sont séparées, des enfants sont perdus dans le mouvement de foule. Nous-mêmes perdons à ce moment là de nombreuses personnes avec lesquelles nous cheminions depuis Lesbos, notamment le professeur syrien et son fils.

Après cette fermeture de la frontière, un camp s'organise. Le père de famille syrien est alors contraint d'installer sa famille sous des bâches. Cet homme fortement attaché à son identité de « riche commerçant » et qui s'était tenu à distance du groupe de « migrants » aux abords du port de Lesbos, désire maintenant en savoir plus sur la réalité des conditions de vie des migrants en Europe, afin de préparer sa famille. Nous n'avions jamais abordé les raisons de son départ de Syrie ; cette discussion et le besoin de répondre à la question « Comment survivre pour pouvoir poursuivre ? » l'incitent à nous raconter son histoire : les bombes, les destructions, les morts dans sa famille. Sa présence ici, il ne l'a pas choisie, il y a été contraint. Il est ici parce qu'il a dû fuir. Alors qu'à Lesbos, nous ne connaissions de lui que sa situation de « riche commerçant d'Alep », ici, à Horgos, il doit faire face à la pénible nécessité de s'approprier l'identité de migrant, de réfugié. Il doit comprendre au plus vite le territoire sur lequel il se trouve, les risques d'arrestation, les nouveaux dangers qui surgiront, les mots clés

d'anglais, de serbe, de hongrois et d'allemand qui lui permettront de se faire comprendre, et les lieux refuges vers lesquels il pourra s'orienter. C'est un processus de double désidentification : il doit se distancier de son identité sociale d'origine, rendre compte des persécutions qu'il a subies, des raisons de son départ, et, surtout, s'approprier malgré lui, l'identité qu'on lui assigne ici, celle de migrant.

À partir de ce moment, un second décalage s'instaure entre « eux » et « nous », car là où leurs déplacements deviennent de plus en plus risqués, les nôtres sont protégés, sécurisés. Certains nous demandent pourquoi nous restons, pourquoi nous acceptons de vivre cette situation alors que nous pourrions repartir chez nous, en sécurité. Nous n'avons qu'à décider d'abandonner le parcours, il nous suffit pour cela d'appeler un taxi et de passer la frontière officielle située à quelques kilomètres de là. C'est d'ailleurs une question que nous nous sommes posée après l'émeute et face à la difficulté de rester témoin de cette violence : demeurer sur place, dormir sous la tente ou se distancier et revenir le lendemain. Subir ou partir.

Nous poursuivons la route avec deux jeunes gens dont l'un se présente comme un champion de boxe en Irak. Le rapport est différent avec eux : ils regardent les dangers de la situation comme un défi, une aventure consistant à déjouer les contrôles policiers, la fermeture des frontières. Ils ont tout deux subis des actes de torture dans leur pays, ils ne craignent pas le gaz lacrymogène.

Nous arrivons en Allemagne après trois semaines de parcours. Lors d'un contrôle d'identité dans un bus, nous sommes séparés des deux Irakiens. La police allemande cherche des « clandestins » aux frontières ; des policiers accompagnés de chiens font des battus dans les bois à la recherche de ces réfugiés devenus du jour au lendemain des clandestins.

Nous arrivons à Munich, seuls avec notre caméra, le week-end de la Fête de la bière. Un campement proche de la gare de Munich a été

déplacé en dehors de la ville pour éviter « un choc interculturel », selon les arguments de la municipalité munichoise.

Au Liban la différence de statut entre les Syriens et les Palestiniens de Syrie conduit à des traitements différenciés et à des accès à l'aide à l'éducation ou à la santé différents, tout en entraînant une discrimination dans la possibilité de réinstallation des Palestiniens, comme toujours parias parmi les parias. Entre solidarités et hiérarchisations des étrangers, les groupes et les collectifs parviennent à cohabiter au Liban dans des conditions toujours plus difficiles.

Partout, avec les Libanais démunis, les Irakiens chrétiens relativement à l'aise, des hiérarchisations s'instaurent qui segmentent le complexe entrelacs des nationalités et des communautés présentes dans le pays. À l'instar de certains professionnels de la santé mentale qui rabattent leurs patients syriens sur leur situation « de pauvreté et dénuement, d'ignorance et de traditionalisme aveugle, liés à une origine (vraie ou prétendue telle) rurale »[1], les stéréotypes sur les Syriens circulent au sein de certains segments de la population libanaise.

Ainsi, dans une petite ville de la montagne libanaise, les Irakiens sont bien mieux accueillis que les Syriens car de confession chrétienne, contrairement à ces derniers. Mais les positions d'établi et de relégué (ou d'*outsiders* pour employer le langage du sociologue Norbert Élias[2]) sont variables ; sur le marché de Sabra, les Syriens représentent les installés par rapport aux migrants du Bangladesh qui occupent à la fois le bas de l'échelle sociale et les interstices dans l'espace du marché,

1. Hala Kerbage Hariri et Filippo Maria Marrancconi, « Les services de santé mentale pour les réfugiés syriens. Entre politiques de l'humanitaire et politiques du soin », *Hommes et migrations*, n° 1319, *Réfugiés et migrants au Liban*, septembre-décembre 2017, p. 92.
2. Voir Norbert Élias et John L. Scotson, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997.

pour vendre leurs propres produits asiatiques. La position d'établi est donc à la fois contextuelle et réversible, comme l'est celle de relégué. Les contextes, comme les situations, sont eux-mêmes mouvants : les Syriens souvent stigmatisés se trouvent, parfois, privilégiés dans le dispositif d'attribution de l'aide (ils bénéficient d'un accueil spécifique) et dans le traitement de leur dossier.

Comment faut-il conclure un tel ouvrage ? Les évènements actuels en Syrie montrent que nous sommes probablement encore loin d'une résolution du conflit ; alors que des Syriens continuent pourtant de circuler entre Liban et Syrie, d'autres sont immobilisés, n'osant sortir des espaces écarts de peur d'être arrêtés pour défaut de papier de résidence. Dans ce contexte, la situation ne pourra évoluer de façon significative dans les jours et mois qui viennent.

Il faut donc en prendre la mesure : au Liban, 1 habitant sur 4 est désormais étranger, et les Syriens, ces étrangers proches, en forment le contingent de loin le plus important avec près d'un millions d'enregistrés au HCR en 2018[1]. Si l'État libanais n'a pas à assumer financièrement cette présence, puisqu'elle est supportée par la communauté internationale, cette proportion donne une idée de l'effort consenti par les Libanais dans un pays déjà soumis à l'instabilité politique, à des inégalités socioéconomiques grandissantes et à une importante pression démographique aux conséquences environnementales désastreuses (notamment sur la ressource aquifère). Puisque cet ouvrage est destiné à un public francophone voire français, qu'il soit permis de conclure en rappelant un fait : la proportion de réfugiés qui ont demandé l'asile en 2017 au regard de sa population totale est, en France, de 1 pour 700 habitants.

1. Voir UNHCR, « Syria Regional Refugee Response », 28 février 2018 (consultable sur huit.re/07Tthckf).

Pour aller plus loin

Ouvrages et articles

Hala Caroline Abou Zaki, *Chatila à la croisée des chemins. Guerres, mémoires et urbanités dans un camp de réfugiés palestiniens*, École des hautes études en sciences sociales, thèse en anthropologie, 2017

Michel Agier, *La condition cosmopolite*. *L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, La Découverte, coll. «Sciences humaines», 2013

Babels, «L'accueil des réfugiés syriens à Istanbul. Fraternité islamique et monopolisation politique du champ associatif», in Babels, *Entre accueil et rejet. Ce que les villes font aux migrants*, Lyon, Le passager clandestin, coll. «Bibliothèque des frontières», 2018

Bayram Balci et Juliette Tolay, «La Turquie face aux réfugiés syriens. Entre engagement humanitaire et instrumentalisation politique», *Les études du CERI*, n° 225, décembre 2016

Cris Beauchemin et Mathieu Ichou (dir.), *Au-delà de la «crise des migrants». Décentrer le regard*, Paris, Karthala, 2016

John Chalcraft, *The Invisible Cage. Syrian Migrant Workers in Lebanon*, Stanford, Stanford University Press, 2009

Assaf Dahdah, *Habiter la ville sans droits. Les travailleurs migrants dans les marges de Beyrouth*, université Aix-Marseille, thèse de géographie, 2015

Kamel Doraï et Nicolas Puig (dir.), *L'urbanité des marges. Migrants, réfugiés et relégués dans les villes du Proche-Orient*, Paris, Téraèdre, 2012

FMR, «Syrians in Displacement», *Forced Migration review*, n° 57, février 2018

Liliane Kfoury et Nicolas Puig (dir.), *Réfugiés et migrants au Liban*, *Hommes et migrations*, n° 1319, septembre-décembre 2017

Elisabeth Longuenesse (dir.), *La société libanaise à l'épreuve du drame syrien*, *Confluences Méditerranée*, vol. 1, n° 92, 2015

— et Laura Ruiz de Elvira Carrascal, «La société syrienne, entre résilience et fragmentation», *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n° 99, 2016

Franck Mermier, «Les fondations culturelles arabes et les métamorphoses du panarabisme», *Arabian Humanities*, n° 7, 2016

Delphine Pagès-El Karoui et Hassan Boubakri (dir.), *Migrations au Maghreb et au Moyen-Orient. Le temps des révolutions*, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 31, n° 3-4, 2015

Elisabeth Picard, *Liban-Syrie, intimes étrangers*, Arles, Acte Sud/ Sindbad, coll. «La Bibliothèque arabe», 2016

Edward Said, *Réflexions sur l'exil et autres essais*, Arles, Actes Sud, 2008

Sites internet

The creative memory of the Syrian Revolution (www.creativememory.org)

Unrwa Liban (www.unrwa.org/where-we-work/lebanon)

UNHCR Urgence Syrie (www.unhcr.org/syria-emergency.html)

Souria Houria (souriahouria.com/)

Films

Eau argentée, d'Ossama Mohammed (2014)

Syrie, déluge au pays du Baas d'Omar Amiralay (2004)

The Taste of Cement, de Ziad Kalthoum (2018)

Les contributeurs

Hala Abou Zaki est anthropologue. Ses travaux portent sur les camps de réfugiés palestiniens au Liban, les enjeux de mémoires de guerres au Liban et la dispersion actuelle des familles palestiniennes et syriennes au Moyen-Orient et en Europe [chapitre « Réfugiés de Syrie dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Le cas de Chatila »].

Mohamed Aïta est réfugié à Marseille. Originaire de Damas où il était mécanicien, il a dû fuir la Syrie pour échapper à la répression du régime [encadré p. 14-21].

Céline Barré travaille depuis plusieurs années à Calais et au sein d'ONG internationales, notamment en Grèce, dans le *hotspot* de Moria à Lesbos. En septembre 2015, elle fait l'expérience du parcours migratoire de Lesbos jusqu'à Munich avec un groupe de réfugiés [encadré p. 113-120 et illustration, p. 117].

Assaf Dahdah est docteur en géographie, chercheur associé aux laboratoires CNRS TELEMMe et Lest. Il a réalisé sa thèse sur la place des migrants non arabes dans les marges de Beyrouth et travaille actuellement sur les expériences exiliques et urbaines à Marseille, Beyrouth et Zgharta (nord-Liban) [Introduction, encadré p. 14-21 (trad.), chapitre L'exil, l'attente et la ville. L'expérience contrastée des Syriens et des Irakiens à Zgharta, illustrations p. 101, p. 103 et p. 104 et cartes p. 9, p. 18-19 et p. 78].

Didem Danış est sociologue et actuellement maître de conférence à l'université Galatasaray, Turquie. Ses recherches portent sur les politiques d'immigration, les réseaux sociaux des migrants

irréguliers, l'accueil et l'intégration des réfugiés en Turquie [encadré p. 87-91].

Leila Drif est doctorante de l'EHESS (Iris) associée à l'Ifpo. Elle prépare une thèse en anthropologie sur la production et l'organisation des territoires d'accueil des réfugiés syriens dans les marges de la banlieue sud de Beyrouth. Dans ce cadre, elle enquête sur les reconfigurations du champ associatif local, produites par l'aide internationale du Plan de réponse à la crise au Liban, et sur ses effets sur les économies domestiques des déplacés syriens [chapitre « Les trajectoires de l'aide. L'accès des réfugiés syriens aux institutions d'assistance » et illustration p. 35].

Emmanuelle Durand est doctorante (Iris-EHESS, Ifpo, CNRS) et consacre ses travaux de recherche sur la fabrique de l'urbanité par le prisme des logiques commerciales ambulantes et/ou de rue des migrants et réfugiés au Liban. Sa thèse en anthropologie porte sur les migrations, les places marchandes et le commerce populaire, en banlieue est de Beyrouth (Liban) [encadré p. 43-44 et chapitre « Beyrouth, ville-carrefour, ville itinérante »].

Franck Mermier est anthropologue, directeur de recherche au CNRS (Iris). Ses recherches portent sur le Yémen et le Liban, ainsi que sur les sociétés urbaines et la production culturelle dans le monde arabe. Il a notamment publié *Le livre et la ville. Beyrouth et l'édition arabe* (Actes Sud, 2005) et *Récits de villes. D'Aden à Beyrouth* (Actes Sud, 2015) [chapitre « Beyrouth, au carrefour d'une nouvelle culture syrienne »].

Valentina Napolitano est chercheuse à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Amman. Ses recherches portent sur les migrations forcées, la violence politique et l'action collective au Proche-Orient, et notamment en Syrie. Après avoir travaillé sur la question du militantisme en contexte contraint et autoritaire, elle aborde à présent les transformations des rapports sociaux et familiaux en contexte de guerre et de déplacement forcé, et plus précisément chez les réfugiés syriens en Jordanie [encadré p. 49-54].

Nicolas Puig est anthropologue, directeur de recherche à l'IRD (Urmis). Il travaille sur les rapports d'altérité dans les villes arabes, au Liban (réfugiés palestiniens) et en Égypte (Le Caire). Il a dirigé avec Kamel Doraï *L'urbanité des marges. Migrants et réfugiés au Proche-Orient* (Téraèdre, 2012) et vient d'éditer avec Liliane Kfoury le numéro *Réfugiés et migrants au Liban* de la revue *Hommes et migrations* (2017) [Introduction, Conclusion et illustration p. 57].

IMPRIMÉ EN FRANCE

Dépôt légal : 2e trimestre 2018

Achevé d'imprimer en mai 2018
sur les presses de l'imprimerie « La Source d'Or »
69039 Clermont-Ferrand

Numéro d'impression :

ISBN : 978-2-36935-211-2